

UN SAVOIR TUANT À PROPOS D'UN DISCOURS DE LA BUREAUCRATIE

Norbert Bon

La question d'un discours de la bureaucratie m'avait été suggérée par l'intervention très éclairante de Christian Gisthelinck, *Possession dépossession du savoir*, lors du séminaire d'été de l'Ali sur *L'envers de la psychanalyse* : il y posait « l'instauration et l'organisation de la bureaucratie » comme le prolongement du tout savoir inhérent au discours universitaire, à part égale avec la nécessité « de mettre les connaissances en série pour former les astudés ». À la réflexion, il m'a en effet pourtant semblé qu'il n'était pas aussi évident d'assimiler discours universitaire et bureaucratie et que la question d'une distinction d'un discours de la bureaucratie méritait d'être posée.

Objet d'espoir ou déchet du savoir ?

Le discours de l'Université tel que Lacan le définit dans le séminaire, est une opération de transmission du savoir : le savoir est en place d'agent et il vise, en place d'autre, les astudés, les étudiants, certes mis en position d'objets, mais tout de même d'objets d'espoir, et avec la production de sujets barrés, divisés par le savoir. Soit :

$$\frac{S_2}{S_1} \longrightarrow \frac{a}{\$}$$

Opération qui, pour se faire au compte du signifiant maître caché sous la barre, en place de vérité, n'est pas contradictoire avec l'optimisme ou l'enthousiasme de ces professeurs humanistes, animés d'un réel désir de transmettre et convaincus que de ces jeunes gens, on pourrait faire quelque chose, des sujets pensants, si les petits cochons ne les mangeaient pas, comme aimait à le répéter un de mes enseignants. Mais il s'agit là d'une situation que je crois dépassée. Elle a commencé à se dégrader, en France, au cours des années 70, avec la mise en œuvre de la loi Faure et la mise en place des unités de valeur et, il faut bien le dire, la nécessité de faire face à l'afflux toujours plus grand du nombre des étudiants issus du « baby boom ». Depuis, les enseignants ont vu régulièrement la part de leurs tâches administratives enfler et prendre le pas sur leurs tâches d'enseignement. C'est qu'il ne s'agit plus de permettre à ceux qui sont animés du désir de savoir d'entrer dans les délices, et pas seulement les affres, de la philosophie, des arts ou des sciences, avec ce sentiment, certes pour partie illusoire, d'aventure et de conquête. Non, il s'agit de faire face à cette masse d'étudiants dont beaucoup pensent, tout haut ou tout bas, que la plupart ne sont pas ici à leur place ; masse dès lors menaçante qu'il s'agit de juguler, contrôler, pour en sélectionner les futurs rescapés. Ces derniers, d'ailleurs, souvent guère plus heureux d'un parcours dont ils sortent diplomés, désabusés quant au savoir !

Si bien que les enseignants doivent se démener pour organiser, gérer, prévoir, monter des dossiers, distribuer des horaires et des salles, répartir les étudiants dans des TP et TD, corriger mécaniquement ou électroniquement des QCM, afficher des résultats sur internet... et finir par croire que c'est là leur travail ! Sans omettre qu'en même temps, ils ont à assurer leur carrière dans les commissions, les revues, les congrès... Plus d'ailleurs par le nombre de citations dans les abstracts anglo-saxons que par le contenu de leurs articles. Et, à les voir ainsi courir, s'agiter, ces professeurs, devenus agents, parfois zélés mais souvent amers, d'une sélection qu'ils ont dans leur jeunesse combattue, on ne peut s'empêcher de penser à ces Messieurs de l'administration dans Le château de Kafka : ces fonctionnaires qui vont et viennent dans des bureaux entourant un mystérieux château d'où ils reçoivent leurs ordres, mais où l'arpenteur K., et peut-être nul autre villageois, n'accédera jamais ; ils transportent des dossiers, compulsent des fiches, reçoivent des messages, dictent des notes, selon des modalités complexes, dans un ordre difficile à pénétrer et à des fins à eux-mêmes énigmatiques. Et chaque villageois de tenter de s'orienter dans ces arcanes pour faire avancer son affaire : croiser un valet qui pourrait le mettre en contact avec un domestique qui lui permettrait d'entrer dans

un bureau où il pourrait avoir accès à un huissier qui saurait comment avoir l'oreille d'un fonctionnaire subalterne qui... Toute ressemblance avec ce qui se passe lorsque vous cherchez à joindre par téléphone, pour un renseignement ou une réclamation, un service administratif (public ou privé), ne serait pas une pure coïncidence !

Sans doute, il y a bien là un discours où c'est le savoir S_2 qui est en position d'agent, appuyé sur le signifiant maître S_1 , en place de vérité. Mais en place d'autre, ce ne me semble pas être l'étudiant objet d'espoir, c'est le sujet divisé qui est là au travail, à la torture, divisé entre son aspiration à apprendre et sa conformation à l'ordre bureaucratique dont il est appelé à devenir le déchet. Soit :

$$\frac{S_2}{S_1} \longrightarrow \frac{\$}{a}$$

Une perversion du discours

Il s'agirait alors au sens strict d'une per-version du discours universitaire, par permutation croisée des lettres aux places de l'autre et de la production. Ne conviendrait-il pas d'ailleurs, même si Lacan qualifie le discours universitaire de perversion du discours du Maître, de réserver le terme de perversion aux cas où est tournée la règle de constitution des discours, limitée à une permutation circulaire des lettres autour des quatre places ? Ainsi ce discours bureaucratique serait une perversion du discours universitaire comme le discours capitaliste serait une perversion du discours du Maître.

$$\frac{S_1}{\$} \rightarrow \frac{S_2}{a} \rightarrow \frac{\$}{S_1} \rightarrow \frac{S_2}{a}$$

Ces perversions sont-elles inhérentes au discours d'où elles s'originent ? Cela mériterait une réflexion plus poussée. En tout cas, elles constituent une « solution » à la butée, la limite que rencontre ce discours. Pour le discours du maître, l'impossible rapport entre l'objet et le sujet divisé, où l'on retrouve la contradiction du système capitaliste située par Marx entre la propriété privée des moyens de production et la satisfaction

des « besoins »¹ dans le cadre étrié de l'état bourgeois national. D'où la solution d'une collectivisation internationale de ces moyens pour permettre une économie planifiée dont la cause serait cette satisfaction des « besoins » et non plus le prélèvement de la plus-value sur le travail, le profit, dont le développement même du capitalisme (progrès de la technologie, de l'automatisation...) entraîne une baisse tendancielle du taux. Mais, comme on l'a vu, à la fin du 20^e siècle, « les marchés » ont pu se dégager de ces contraintes territoriales (proximité de la main d'œuvre, des matières premières et des débouchés) par la dématérialisation de la propriété comme de la circulation des échanges, la délocalisation de la production et des débouchés. Avec cet effet exactement pervers qui fait du consommateur, en attente de comblement de « besoins » toujours renouvelés par des objets manufacturés « fétichisés »², l'agent du discours. Et le savoir n'est plus là celui qui permet de dégager de la plus value du travail vivant, mais celui qui permettrait d'exploiter cette attente de jouissance. Quant au discours universitaire, sa bureaucratisation amène à répondre non pas aux « besoins » réels mais aux attentes de la hiérarchie en ajustant, sur le papier, les résultats observés aux résultats attendus³. Et si, sur le plan politique, ces deux discours ont pu supporter de façon clivée, l'un l'économie libérale de l'Ouest, l'autre l'économie planifiée de l'Est, depuis la fin des années 80, on peut les voir coexister au sein du l'ultra libéralisme, l'un pour supporter la recherche du profit, l'autre pour contrôler les dépenses publiques. Avec pour conséquence une situation de clivage psychique généralisé⁴ comme on peut le voir dans les publicités télévisuelles où le téléspectateur est incité à manger des friandises, emprunter de l'argent, faire des paris en ligne..., tandis qu'en bas de l'écran défile un message l'avertissant que les sucres et les graisses sont dangereux pour la santé, qu'un crédit engage, que le jeu peut conduire à l'addiction, etc. Où le « mais quand même » de la méconnaissance prime sur le « je sais bien » de la raison, relégué en bas de l'écran.

Car, ce discours bureaucratique n'est évidemment pas réservé à l'uni-

versité mais règne, comme chacun peut le constater, dans tous les secteurs, où l'on veut appliquer, à des fins d'économie des deniers publics, les critères de l'économie de marché (rentabilité, productivité...) à des services (santé, éducation, justice...), qui n'obéissent pas à la loi de l'offre et de la demande, le bénéficiaire n'étant pas le payeur direct (même s'il l'est en dernier ressort avec ses cotisations ou ses impôts). Et l'on voit dans ces services, sur la base de la surveillance statistique de leur activité par la mesure de leur écart à la moyenne⁵, les personnels « productifs » (les médecins, les juges, les enseignants, les psychologues...), transformés en personnels « dépensiers » et contraints par une bureaucratie prospère et triomphante à passer de plus en plus de temps à rendre compte de leur productivité dans le respect des procédures et des « bonnes pratiques », au détriment de l'acte pour lequel ils sont rémunérés. Tandis que le destinataire de l'acte (qui du coup n'en est plus un), en devient bel et bien le produit et non plus le bénéficiaire, une unité comptable dans les quotas à respecter ou à atteindre, selon les cas⁶ : un numéro, oserai-je dire un matricule ? Et lorsqu'il se manifeste a contrario comme sujet désirant, vivant, en général pour protester, l'étudiant, le patient, le justiciable, l'électeur devient une regrettable contingence, un obstacle au bon fonctionnement de la machine bureaucratique qui ne supporte pas d'autre nomination que réelle. D'où la propension des sujets contemporains à se manifester moins sur le mode du symptôme freudien que sur celui du passage à l'acte, ou celui de l'acting out en se soutenant de l'imaginaire.

Du désir de savoir à l'interdit de penser

Ce discours qui consacre la victoire du nombre sur le signifiant, du comptage sur la parole, est un discours mortifère et nous ne sommes pas sans savoir à quelles extrémités il peut conduire en transformant peu à peu ses agents en « techniciens qui font honnêtement leur tra-

1. J'écris « besoin » entre guillemets, car, chez Marx, la notion de besoin est loin de se limiter à l'organique mais inclut la culture, les loisirs, etc., comme il l'annonce dès la première page du *Capital* : « Que ces besoins aient pour origine l'estomac ou la fantaisie ne change rien à l'affaire. » Livre I, première section, chapitre premier, Flammarion, 1985, p. 41.

2. Ibid, p. 68 et suivantes.

3. Exemple parmi d'autres, le voyageur parisien peut régulièrement voir défiler sur les panneaux d'affichage des gares, un bandeau annonçant l'engagement de la SNCF d'afficher la voie de départ de son train au moins 20 minutes à l'avance, alors qu'à cinq ou dix minutes du départ, il attend toujours !

4. Cf., Chemama R., 2003, *Clivage et modernité*, Ramonville Saint-Agne, Érès.

5. Il faut souligner ce que ce discours bureaucratique doit à Sir Francis Galton, grand promoteur de la loi dite « normale » dans les sciences humaines, et qui en vint, à la fin de sa vie à soutenir des thèses eugéniques qu'il tenta de diffuser auprès du grand public dans un roman intitulé *Kantsaywhere* qui ne souleva, fort heureusement, pas l'enthousiasme des éditeurs.

6. Souvent dramatique s'agissant de chômeurs, d'immigrés, d'écoliers, de malades..., cette gestion comptable tourne à son comble lorsqu'il s'agit de proposer une solution bureaucratique à un problème bureaucratique. Exemple cette proposition d'un candidat à l'élection présidentielle française devant l'inflation des textes réglementaires de l'obligation d'en supprimer deux pour pouvoir en produire un nouveau !

vail »⁷. C'est à dire qui appliquent les procédures « recommandées »⁸ sans se poser de question sur ce qui leur est demandé, comme si elles relevaient du nécessaire et excluaient toute contingence : « Il n'y a pas d'alternative »⁹. Ce qui suppose qu'à l'école, à l'université ait été soigneusement éradiqué le désir de savoir par la disparition des enseignements susceptibles de questionner, diviser l'enseigné, lui donner quelque surplomb (épistémologie, histoire de la discipline, voire simplement culture générale) au profit de savoirs « pragmatiques », modulaires, énoncés sans énonciation, évalués par QCM et doublés d'un « savoir se vendre » sur le marché du travail... Résultat : chacun peut constater dans les domaines qui sont les siens, comment la science, qui prend ses élans de ce désir de savoir, transformée en techno science¹⁰, se met au service de l'interdit de penser. Le même qui a pu conduire des citoyens (soldats mais aussi bien juristes ou médecins), sans doute pas moins honnêtes que d'autres (mais aussi pas plus courageux), à participer, à leur place, à la « solution finale » qui s'inscrivait sans doute dans la visée de « perfectionnement de la nation », mais n'en fut pas moins progressivement imposée comme une solution technique, pragmatique, nécessaire, à un problème quantitatif : le nombre de prisonniers, mais aussi de nationaux, incapables de travailler (faibles, malades, handicapés mentaux...¹¹) que le régime nazi en guerre n'avait pas les moyens de nourrir ! Jonathan Little fait dire à l'un de ses personnages, dans *Les bienveillantes*¹² : « ... en période de guerre, en vertu si vous voulez de l'état d'exception causé par le danger, l'Impératif kantien est suspendu, car bien entendu, ce que l'on souhaite faire à l'ennemi, on ne souhaite pas que l'ennemi nous le fasse et donc ce que l'on fait ne peut pas devenir la base d'une loi générale ». Et sans doute, cela vaut-il pour la guerre économique qui caractériserait la « réalité » de notre temps devant primer sur ce que d'aucuns qualifieraient peut-être d'un « angélisme » kantien.

Il y a combien d'années déjà que nous, occidentaux, nous gaussions ou

nous insurgions de l'instrumentalisation de la science, de la psychiatrie et de la justice par la bureaucratie soviétique ? Et combien d'autres que nous découvrons la macabre comptabilité des camps d'extermination ? Nous qui, aujourd'hui, à l'hôpital, à l'école, dans la société civile, sommes requis de participer à un traitement de masse, purement quantitatif, de l'éducation, du chômage, de l'immigration, de la maladie mentale, de la culture... Nous, que dirons-nous à nos enfants ? Que nous ne savions pas ?

Nancy, le 30 mars 2012.

7. Cf., les déclarations du juge Burgaud à propos de « l'affaire d'Outreau ». Bon N., « Tous des techniciens honnêtes », freud-lacan.com, 14/02/2006.

8. Que la bureaucratie transforme rapidement en procédures imposées : cf. la demande d'excommunication majeure demandée par les « autistophiles » à l'encontre des psychanalystes.

9. Rothé B., Mordillat G., 2011, Il n'y a pas d'alternative. Trente ans de propagande économique, Paris, Seuil.

10. Cf, sur ce point, les développements précurseurs de J. P. Lebrun, 1997, Un monde sans limite, Ramonville Sainte Anne, Érès.

11. Cf., Ricardi von Platen A., 2001, L'extermination des malades mentaux dans l'Allemagne nazie, Ramonville Sainte Anne, Érès.

12. Littell J., 2006, Les bienveillantes, Gallimard, folio, p.808-809.